



Journée d'action du 29 septembre 2022

Intervention CGT de Nicolas BOURCY

Chers camarades, chers amis,

La guerre se propage sur la planète, les prix flambent, les températures s'envolent : les travailleurs doivent s'organiser et construire le rapport de force nécessaire pour résister aux mauvais coups du Capital.

Le **conflit en Ukraine** est entrée dans une nouvelle phase, se rapprochant d'une 3<sup>ème</sup> guerre mondiale, avec du côté Russe une mobilisation supplémentaire et l'organisation de référendums qui agrandissent son territoire, et du côté Ukrainien l'engagement à peine voilé des Etats-Unis, de l'OTAN, et de l'Union Européenne. Tandis que les USA fournissent armes, mercenaires et renseignements, par milliards de dollars, l'OTAN, au terme de plusieurs décennies de ruée vers l'Est, est aujourd'hui omniprésente en Ukraine, lourdement armée. Ursula Van der Leyen, Présidente de la Commission Européenne, élue par personne, prend la tête de la croisade, et engage nos destinées individuelles et collectives dans une confrontation avec la Russie, tant militaire qu'économique. Alors que les multinationales du gaz et les marchands d'armes, ces marchands de mort, se frottent les mains, le peuple ukrainien fournit la chair à canon. La CGT rappelle ses exigences de désarmement, de sortie de l'OTAN, de cesser le feu, et d'un règlement pacifique du conflit par le dialogue et la négociation. Le retour de boomerang des sanctions contre la Russie est déjà terrible pour le monde du travail : c'est la crise, c'est la vie chère, c'est la chute libre pour l'économie de l'Union Européenne. Combattre pour les salaires, c'est aussi se battre pour la paix et contre l'impérialisme. Il faut donc saluer, sur Arles, l'initiative prise par des organisations politiques, syndicales et associatives, de se mobiliser à l'occasion de la Journée Internationale pour la Paix.

Affolées par le spectre d'une **récession mondiale**, les Bourses continuent de dégringoler. Alors que l'inflation et les prix de première nécessité explosent, que les salaires baissent, que 12 millions de français sont déjà en précarité énergétique, le gouvernement demande de nouveaux sacrifices aux travailleurs.

Cet été, il a fait adopter **deux lois**, sur le rachat des RTT, et l'exonération fiscale des heures supplémentaires, qui non seulement ne répondent en rien aux besoins qu'expriment la majorité des salariés, mais qui dénaturent notre système de protection sociale et le droit du travail. Sans surprise, la macronie a étendu sa majorité à droite, et pire, mais sans surprise aussi, elle s'associe à l'extrême droite contre des hausses de salaires.

Le gouvernement menace d'une nouvelle réforme régressive de **l'assurance chômage**, un an à peine après la précédente, et alors que seuls 36% des privés d'emploi sont indemnisés, un chiffre en chute libre. Rappelons que 6 à 8 millions de personnes sont privées d'emploi, alors que le droit au travail est inscrit dans la Constitution. Le gouvernement veut pouvoir moduler la durée d'indemnisation en fonction du taux de chômage. L'objectif est de baisser, une nouvelle fois, les durées d'indemnisation pour contraindre les privé-e-s d'emploi à accepter n'importe quel boulot, quel que soit le salaire ou la localisation géographique. Résultat : le déclassement pour les plus qualifiés, le chômage et la précarité pour les autres. Et des difficultés de recrutement ponctuelles ne doivent pas occulter l'augmentation des licenciements, aujourd'hui 11% plus élevés qu'en 2019. Alors que les comptes de l'assurance chômage sont pourtant excédentaires de 2,2 milliards ! Un rappel : les règles de l'assurance-chômage étaient définies par accord entre patronat et syndicat, elles seront désormais directement définies dans le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale, adopté par le parlement ou par 49-3. Voilà ce que l'on appelle l'étatisation du système. C'est pour empêcher ce hold-up sur nos droits que la CGT revendique un financement par la cotisation, système universel qui protège mieux les plus faibles.

Le gouvernement menace aussi de nouveaux reculs sur les **retraites**, en relançant une réforme rejetée par une majorité des Français, et en menaçant d'un passage en force via un amendement au Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale, voire le recours au 49-3. Le projet table sur le recul de l'âge légal, l'augmentation de la durée de cotisation et la baisse des pensions, pour sabrer dans les dépenses publiques. Les victimes de ces mesures paramétriques seront les travailleurs avec des carrières courtes et/ou incomplètes, et en premier lieu les femmes. Le niveau de vie des retraités va poursuivre sa baisse progressive, et donc inciter les seniors à rester en emploi, ce qui produira un autre effet attendu par l'exécutif comme par le patronat : augmenter la concurrence entre les travailleurs sur le marché du travail, et donc diminuer les salaires. La suppression des régimes spéciaux reste aussi d'actualité, alors qu'ils

ne posent aucun problème financier. C'est donc à un véritable choix de société que nous avons affaire.

Les conditions de la rentrée dans les crèches, les écoles, le transport, ... montrent l'agonie des **services publics** mais aussi leur nécessité. Les secteurs de la **santé**, de la protection de l'enfance, du handicap et du grand âge connaissent une situation sans précédent. Les fermetures de services d'urgences partout en France induites par les fermetures de lits hospitaliers ne sont que les conséquences de politiques publiques libérales subies depuis des décennies. C'est l'ensemble du système de santé, d'action sociale et du médico-social qui est en train de s'effondrer. Les salarié.e.s n'en peuvent plus de ne pouvoir exercer correctement leur travail par manque de moyens. Les patient.e.s et bénéficiaires souffrent de la non prise en compte de leurs besoins fondamentaux : être en bonne santé et vivre dignement. Face à l'aggravation des réalités de ce secteur, la Fédération CGT santé action sociale œuvre pour le développement d'une mobilisation à la hauteur de la situation, pour répondre ensemble aux enjeux du développement d'un grand service public de Santé et d'action sociale. Tout l'été, les luttes se sont poursuivies pour alerter et résister à cette marche en avant vers le chaos. C'est pour cette raison que la CGT s'est mobilisée le 22 septembre dernier, avec des actions partout sur le territoire.

Nous ne pouvons passer sous silence les effets du **réchauffement climatique** subis cet été, avec une sécheresse inédite, d'importants incendies partout dans le pays, et des orages meurtriers en Corse. Si les suppressions de moyens et d'effectifs dans la fonction publique, tant à l'Office National des Forêts et à Météo France, que chez les pompiers, empêchent de prévenir et aggravent les effets de ces phénomènes météorologiques, leur cause doit être combattue : le Capital et son accumulation de richesses extorquées au monde du travail, avec notamment des ultras riches dont le niveau de vie entraîne une empreinte carbone démesurée. Les choix du Capital, pour tenter d'atténuer la baisse tendancielle du taux de profit, de délocaliser les industries vers les pays à bas coûts salariaux, entraînant une augmentation des transports de marchandises à travers le monde, et de privilégier le transport routier au fret ferroviaire, concourent aussi à augmenter les émissions de CO2. Il faut donc rappeler aujourd'hui que la lutte contre le réchauffement climatique passe par la lutte contre le Capital et pour une autre répartition des richesses.

En choisissant délibérément de parler de pouvoir d'achat sans parler de  **salaire**, le gouvernement choisit de pénaliser une énième fois les salariés les plus précaires et l'ensemble du monde du travail à travers l'affaiblissement du financement de notre système solidaire de sécurité sociale : 75 milliards d'euros d'exonérations de cotisations sont offerts aux entreprises en 2022 ! Dans le même temps, les profits s'envolent, les richesses et les aides publiques sont captés par les plus riches. Ainsi, 70 milliards d'euros ont été versés aux actionnaires du CAC 40 en 2021, un record !

Alors oui, fin de l'abondance pour le patronat et tous ceux qui ont profité de la crise et qui continuent la course infernale aux profits. Les travailleurs ne peuvent plus se contenter de miettes issues de leur production. Ils et elles aspirent légitimement à maîtriser leur travail et le fruit de celui-ci. Or les politiques menées creusent toujours plus les inégalités : c'est indécent pour le monde du travail, seul producteur de richesses, ça ne peut plus durer ! Par exemple, les cadeaux fiscaux aux entreprises représentent 21 milliards d'euros par an, soit 3 fois le montant nécessaire pour éradiquer la grande pauvreté (7 milliards).

Ces choix ne permettent pas la revalorisation des métiers, il faut s'attaquer aux vraies causes que sont les mauvaises conditions de travail, la pénibilité et les bas salaires !

Depuis plusieurs mois la CGT alerte sur la faiblesse des salaires, des pensions et des minimas sociaux, et de nombreux salariés se sont mobilisés pour gagner des augmentations de salaires, pour une vraie reconnaissance de leurs qualifications et de leur travail. Air France par exemple, après un rapport de force enclenché en interne, vient de montrer la voie en faisant décoller ses salaires : +5% et une prime de 1000 euros. A Arles, nous pourrions citer les « Transdev », les DHL, La Macif, ...

Parler des salaires, c'est donc intégrer la question des cotisations, de la Sécurité Sociale et de son financement, des retraites et de l'Assurance Chômage. Le sujet est d'autant plus brûlant que les prix ont augmenté de 5,3% en un an et que cette inflation devrait rester forte en 2023, du fait notamment des hausses des tarifs de l'électricité et du gaz au 1<sup>er</sup> janvier. Or, dans 70% des branches professionnelles, les salaires les plus bas sont toujours en dessous du niveau du SMIC.

## **La CGT revendique 10 mesures d'urgence :**

- Un SMIC à 2000 euros bruts, pour répondre aux besoins élémentaires incompressibles, une échelle mobile des salaires, ainsi que l'augmentation du point d'indice dans la fonction publique pour rattraper toutes les années de gel
- L'égalité professionnelle et salariale entre les femmes et les hommes, l'écart de salaire demeurant selon l'INSEE à 28,7%
- La reconnaissance des diplômes dès l'embauche
- Un revenu de remplacement pour tous les privés d'emploi au minimum au niveau du SMIC
- L'augmentation des pensions des retraités, avec un niveau minimum de 2000 euros bruts
- Une allocation d'autonomie pour les étudiants et les jeunes en recherche d'emploi, et une augmentation des salaires pour les apprentis
- L'encadrement à la baisse des loyers et le plafonnement de la quittance à 20 % du revenu du ménage
- La baisse de la TVA à 5,5% sur les produits de première nécessité
- La baisse des carburants, en ponctionnant sur les revenus du Capital des entreprises multinationales du secteur pétrolier
- L'arrêt des exonérations de cotisations sociales et fiscales, ainsi que le conditionnement des aides publiques aux entreprises

Dans sa démarche de la **double besogne**, la CGT œuvre à la fois à répondre aux satisfactions immédiates des travailleurs, et participe à la transformation de la société. Il est temps aujourd'hui de s'unir et de s'organiser pour sortir de ce mode de production capitaliste, qui s'enrichit en exploitant et en épuisant ses deux sources de richesse : la terre et le travailleur.

Dans le **prolongement du 29 septembre**, la CGT travaillera à un rassemblement plus large de l'ensemble des organisations syndicales et au-delà, parce que c'est une nécessité, c'est une urgence pour inverser le rapport de force en faveur du monde du travail et stopper ces politiques qui favorisent une minorité au détriment de la majorité.

**Notre priorité reste la construction des luttes et des grèves avec l'ensemble des salariés, sur leurs lieux de travail, pour gagner le progrès social !**